hors service

nr. 24

26 décembre 2011
journal anarchiste



# Brique par brique...

En janvier 2012, le nouveau centre fermé de Steenokkerzeel, dit «Caricole», fermera ses portes. Ce nouveau centre fermé au bout de la piste de l'aéroport a pour but d'enfermer les plus récalcitrants parmi les sans-papiers que l'Etat cherche à déporter. Il servira comme moyen de pression afin de dissuader et de mater les révoltes à l'intérieur des centres. A noter d'ailleurs que son ouverture a été retardée de plus d'un an, probablement grâce aux luttes en cours et aux sabotages anonymes sur le chantier.

Le nouveau gouvernement a manifesté son intention de «durcir la politique d'asile», tout comme il prévoit de durcir «la politique carcérale», «la politique budgétaire», «la politique d'allocations et de pensions»,... Les indésirables sont nombreux: que ce soient des sans-papiers, des prisonniers, des pauvres, des vieux, des ouvriers. Tous doivent accepter que les années à venir seront «maigres», que les miettes qui tombent de la table des riches et du pouvoir seront rares. Entretemps, les positions se fortifient: le patronat belge mène des campagnes contre des grévistes, les institutions soi-disant d'aide comme le CPAS fermeront les portes de leurs centres d'accueil pour les sans-abris qui en plus n'ont pas de papiers, les syndicats haussent le ton afin de garder le contrôle sur leurs «troupes» qui veulent peut-être en découdre,...

Mais retournons à ce nouveau centre fermé. Il y a une semaine, une manifestation sauvage a parcouru les rues de Molenbeek. Tracts, affiches, slogans et tags contre les prisons et les centres fermés, contre l'Etat et le pouvoir. Le lendemain, la police empêche par les gros moyens une manifestation devant le nouveau centre fermé: des centaines de policiers anti-émeutes, la cavalerie fédérale et une autopompe protègent le centre. Le bourgmestre de la commune de Steenokkerzeel prend même un arrêt interdisant tout rassemblement. Il faut dire que les dernières manifestations qui s'y sont déroulées ont été assez agitées. Destructions d'infrastructure aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur et une évasion ont donné un élan libérateur à ces rassemblements souvent relativement impuissants.

Quelques heures plus tard, à Bruxelles, des dizaines de personnes cagoulées s'attaquent à l'Office des Etrangers: le hall d'entrée est dévasté, les vitres cassées, des fumigènes et des feux d'artifice sont jetés à l'intérieur de l'énorme bâtiment. Pour rappel, c'est l'Office des Etrangers et son armée de

>

*Prison de Saint-Gilles*

# Un mouvement de prisonniers réprimé

Début octobre, quelques dizaines de prisonniers refusent, à la fin du préau, de remonter aux cellules. Ils exigent un entretien avec la direction par rapport aux conditions de détention, à la nourriture, à la surpopulation (souvent à 3 et même à 4 dans une seule cellule). La direction appelle des renforts de la zone de police du Midi afin de mater le mouvement. Ensemble avec l'équipe de gardiens récemment formés et entraînés pour mater les révoltes de prisonniers et les mutineries, les renforts policiers se livrent à un tabassage en règle sous le préau. Au moins trois prisonniers ont été grièvement blessés. Ensuite, les gardiens entament une grève afin de bloquer toute communication entre l'intérieur et l'extérieur (lors d'une grève, il n'y a ni visite, ni courrier, ni téléphone), comme ils le font souvent pour camoufler des magouilles, des maltraitances, des dénonciations voire des meurtres. Rappelons d'ailleurs que les interventions des policiers de la zone Midi dans les prisons bruxellois sont déjà notoires. En 2009, un de leur commissariats avait été incendié à Anderlecht à coups de cocktails Molotov suite aux maltraitances et tortures de détenus à Forest par des policiers de cette zone, venus remplacer les gardiens pour une énième fois en grève.

Quasi toutes les semaines, ou mieux, tous les jours, il y a des prisonniers qui protestent, seuls ou ensemble avec d'autres, avec ou sans violence, contre l'état de choses actuel dans les prisons belges, voire même contre tout le système carcéral dans son ensemble. Les gardiens, soudés dans leurs syndicats, font bloc, grève après grève, magouillent, combattent « à leur façon » les prisonniers révoltés. Pour leur part, le ministre de

>

> fonctionnaires qui prennent les décisions concernant les centres fermés, les déportations, l'octroi des permis de séjour, des régularisations. Nous nous reconnaissons dans cette attaque directe contre un des responsables de la machine à expulser, et c'est avec beaucoup de joie que nous appelons tout ceux qui veulent se battre pour la liberté, à continuer sur le chemin d'une lutte sans médiation, une lutte qui passe à l'offensive contre ce qui nous étouffe.

Rappelons encore que ces deux dernières années, la lutte contre la construction du nouveau centre fermé à Steenokkerzeel a entre autres choisit ce chemin-là. Les constructeurs du centre, les entreprises comme Besix et Valens, ont été ciblées à de nombreuses reprises par des actions directes, des sabotages, des incendies, des attaques, tout comme les entreprises qui se font du fric avec l'exploitation de ces centres comme ISS Cleaning, Sodexo, la Banque de la Poste, Dalkia ou encore les institutions qui font tourner le carrousel des papiers comme les administrations communales. Car la machine à expulser peut être attaquée partout, par chacun et chacune, avec les moyens qu'il ou elle juge adéquats.

Luttons pour rien de moins qu'un monde sans frontières.

Feu aux papiers, feu à l'Etat et vive la liberté!



## Rien à demander, tout à exproprier

Début décembre, le bijoutier Bens abat le jeune Jordy Kasavubu quand celui-ci s'apprête à le braquer devant sa villa à Liège. La semaine suivante, après les funérailles de Jordy, des émeutes éclatent au centre-ville de Liège. De l'autre côté de la barricade, les organisations patronales et les politiciens exigent d'avantage de protection judiciaire pour ceux qui défendent l'argent, la richesse, les bijoux, les coffres-forts contre les mains audacieuses d'un quelconque pauvre qui tente de prendre l'argent là où il se trouve en abondance.

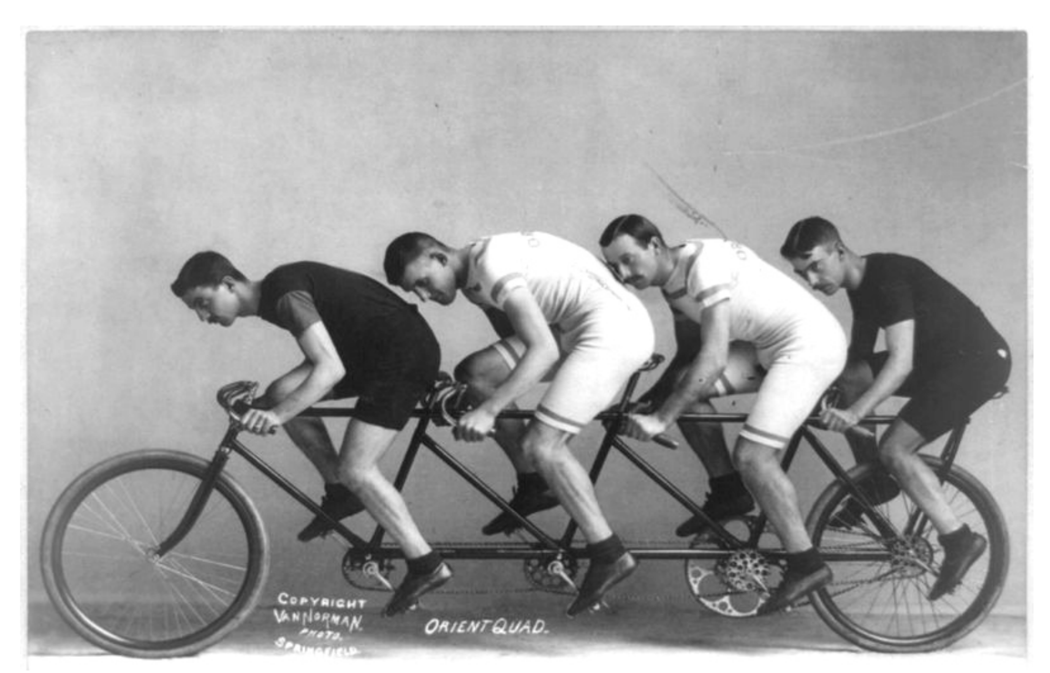
Mi-décembre, on apprend une belle nouvelle : la bijouterie de Bens, d'ailleurs située à Tillf, a été attaquée. Couverts par la nuit, des inconnus ont cassé toutes les vitres blindés de la bijouterie et se sont emparés des bijoux qui se trouvaient dans l'étalage. Une belle action d'expropriation, bien ciblée et, pourquoi pas, reproductible par quiconque sait manier une masse.



> la Justice et toute la clique politique, poussent de toutes parts pour un renforcement sécuritaire à tous les niveaux, annoncent la construction de nouvelles prisons, abolissent avec le programme du nouveau gouvernement *formellement* une grande partie de possibilités de libération conditionnelle (car en réalité, c'était déjà le cas : de nombreux prisonniers ne sortent qu'à fond de peine, surtout s'il s'agit de personnes qui ne se résignent pas et qui ne lèchent pas le cul des juges). Alors, rien de surprenant que de toutes manières, on essaye de réprimer tout mouvement de prisonniers : en tabassant ceux qui lèvent la voix, en isolant ceux qui se révoltent, en présentant devant la « société » tous ceux qui se trouvent dedans comme des « barbares » et des « monstres ».

Que faire alors, maintenant que les tensions continuent à croître dans les prisons, aussi bien à Bruxelles qu'ailleurs en Belgique (rappelons simplement la mutinerie à Andenne il y a quelques semaines) ?
Tout d'abord, encourager et soutenir les uns et les autres dans un élan de révolte et de solidarité : ne pas reculer devant la menace de tabassage ou d'isolement, mais se soutenir afin d'affronter ensemble tout l'arsenal répressif de l'Etat.

Deuxièmement, ne pas laisser isoler les mouvements de protestation et de révolte à l'intérieur des prisons : exprimer, dehors, dans la rue, une solidarité offensive, une solidarité qui ne va pas quémander auprès des institutions afin d'obtenir quelques miettes ou quelques améliorations, mais une solidarité qui devient *attaque*, attaque contre tout ce qui nous fait prisonnier de ce système basé sur l'argent et le pouvoir, attaque contre les rouages de la machine carcérale afin de la saboter, la perturber, la déstabiliser, la *détruire*.




# La fin du transport en commun

Nous voulons tous aller quelque part. Ce ne serait pas une exagération de prétendre que c'est dans la nature humaine même d'aller, de ne pas rester sur place, de partir à la découverte. Relativement incapable à complètement éradiquer cette pulsion, le pouvoir s'emploie plutôt à déterminer à l'avance la destination de nos routes, en délimitant bien les champs accueillants à la découverte des terrains prohibés. Aller découvrir le nouveau centre commercial, goûter un succédané de la nature dans un parc naturel, se jeter dans l'inconnu d'un nouveau emploi, faire la fête sur les endroits prédestinés à éviter tout joyeux et donc incontrôlable débordement… voilà les destinations offertes.

Mais la question ne concerne pas uniquement les destinations. La critique de ce monde fantomatique mis en scène par le pouvoir et la marchandise s'enraierait si elle ne capterait pas que *c'est le chemin même qui conditionne la destination*. Vivant dans un monde basé sur l'argent, la seule destination de nos errances ne peut être les temples où cet argent règne. Vivant dans un monde où le travail salarié détermine le rythme de la vie, le seul but devient évidemment l'usine, l'entreprise, l'atelier, le supermarché.

Si nous descendons du domaine de la critique de la logique du pouvoir et de la soumission pour nous plonger sur le concret, on se heurte à propos de cette question des chemins et des destinations, quasi directement sur l'existence des transports en commun, qui semblent devenus un des cibles préférés des enragés, évidemment chacun avec ses raisons et ses colères, partageables ou moins. On pourrait se limiter à une critique superficielle des transports en commun, oubliant qu'ils forment effectivement une des plus importantes artères de la ville. On pourrait se limiter à dénoncer les prix trop élevés pour un ticket ou un abonnement, l'augmentation des contrôles, l'installation des portiques transformant l'accès au métro en une séance de gymnastique, ou encore l'abondance de la vidéosurveillance, des agents de prévention,… Et tout ça, c'est absolument nécessaire et utile, mais en même temps, ça risque de nous amener, nous, les ennemis du pouvoir, sur les terrains glissants de la revendication d'un quelconque « droit à la mobilité », des « transports en commun gratuits » ou encore une « réduction de la répression des fraudeurs ». Ce sont des terrains glissants, car ils risquent d'omettre la question fondamentale : pourquoi y-a-t-il des transports en commun, quel but servent-ils ?

La grande majorité des usagers des transports en commun, l'utilisent pour se déplacer de la maison vers le travail, vers des institutions, vers des rendez-vous avec des bureaucrates, vers les lieux de consommation comme le supermarché, le stade ou le disco. Ceci donne une légère amorce afin de comprendre l'importance que le pouvoir octroie à un réseau de transports en commun qui fonctionnent décemment. Le déplacement, la circulation des personnes est fondamentale pour l'économie, pour l'existence du pouvoir. Les transports en commun sont une des réponses à cette nécessité économique de se déplacer, tout comme son organisation fait tout son possible pour *offrir le chemin afin de déterminer la destination*. Et ce déplacement doit évidemment se dérouler de la manière la plus efficace (certainement pas l'équivalent de la plus agréable) et la plus sûre (certainement pas l'équivalent de la plus fascinante). La mobilisation totale de la population au quotidien, nécessite des

>

# Quand la Stib fait grève...

Combien de fois la ville de Bruxelles est restée à moitié paralysée par des grèves de la Stib ces derniers mois? On ne saurait plus le dire. J'aime bien quand le train-train quotidien est paralysé, quand la course folle de l'économie est mis à l'arrêt. Et ne me comprenez pas à travers : quand le travail est en grève, je suis le premier à dire que ça pourrait être une occasion pour tâter la possibilité d'une lutte directe contre tous les patrons. Mais...

*Ils ont jeté des cajoux sur les métros et les trams,* grève.
*Elle m'a insulté lors d'un contrôle de ticket,* grève.
*Ils refusent de payer,* grève.
*En montant, elle m'a agressé quand je lui demandais de valider son ticket,* grève.

Et quand la Stib placent des portiques, compliquant la vie à ceux qui n'ont pas de ticket ou qui n'en voudront jamais, les syndicats font quoi? Quand elle augmente une fois de plus le tarif d'un ticket? Quand la Stib respecte ces accords avec la police afin de faciliter des rafles contre des sans-papiers, des fugitifs, des signalés, des recherchées? Rien. Ou pire, applaudissements.

Alors oui, je veux bien. Vous avez un boulot chez la Stib et c'est de la merde. D'accord.

Mais en quoi êtes-vous tellement différents de la Stib et sa politique si vous vous battez à coups de grèves et de débrayages pour exactement les mêmes choses que votre direction, c'est-à-dire, la sécurité, le renforcement du controle, l'ordre à tout prix? En fin de compte, il s'agit là de grèves pour défendre l'ordre existant plutôt que de lutte sociale.

Plus vous vous comporterez comme les gardiens se comportent, dans leur soi-disant bras de fer avec la direction pénitentiaire, face aux prisonniers, plus que vous vous heurterez à l'hostilité diffuse dans les rues, dans les couloirs souterrains de cette ville toujours plus colérique, dans les wagons qui nous transportent, nous, de la viande économique sous controle.

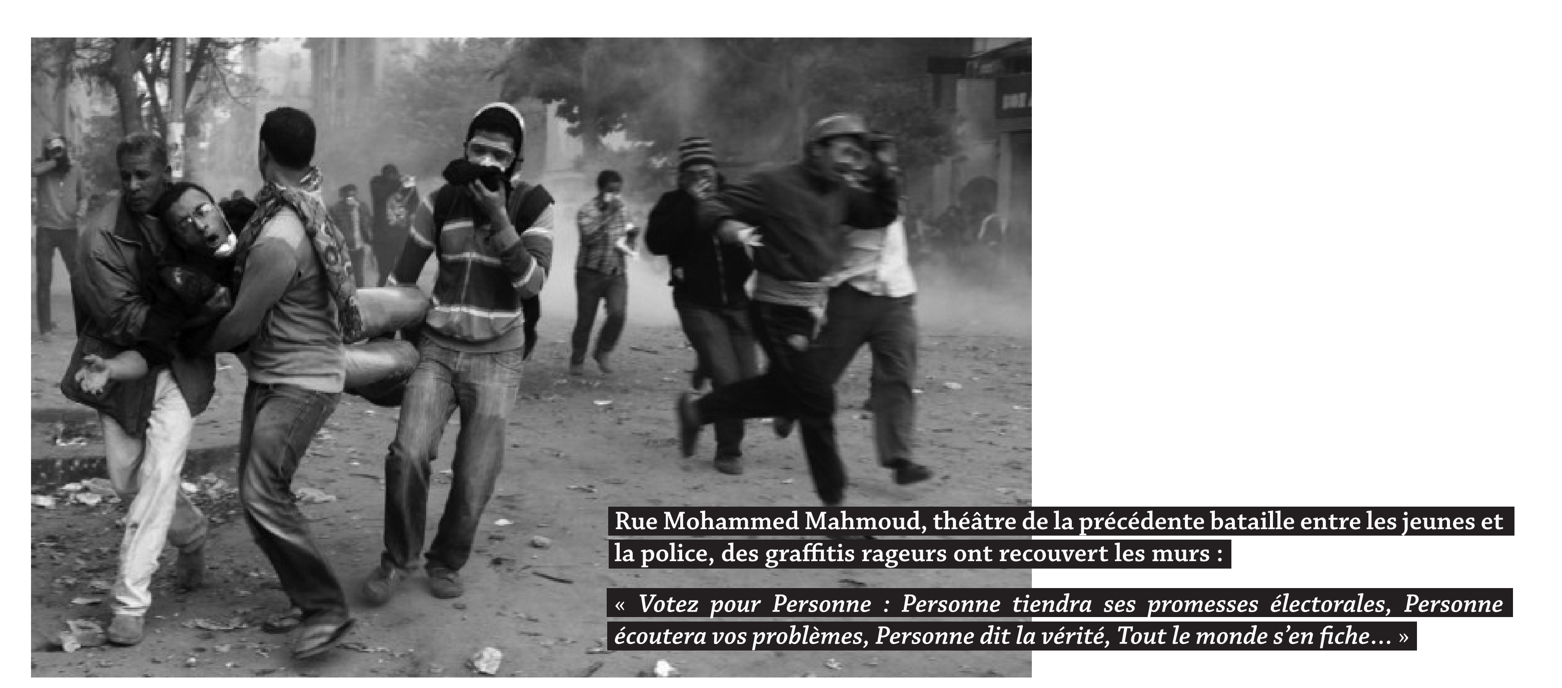
Vous voulez une prison pour nous, la prison des transports en commun avec ces gardiens, ces caméras, ses contrôles, son milieu oppressant aussi bien pour le corps que pour l'esprit? Soyez alors prêts à vous défendre contre des prisonniers qui sont prêts à tout pour détruire les cages et conquérir leur liberté.

infrastructures adaptées. L'importance de ces infrastructures pour l'ordre social se reflète à l'envers quand elles sont paralysées (peu importe la cause) : retards, chaos, désordre, rupture avec la routine. On dirait *du terrain fertile pour la liberté, pour autre chose que la reproduction quotidienne des rôles, du pouvoir, de l'économie.*

Et jusque là, nous n'avons que touché les aspects concernant la logique de mobilisation économique derrière le transport de masse. Mais les transports en commun configurent profondément non seulement l'espace physique (tunnels, câbles électriques, signalisations, rails de trams, du bruit, uurroosters), mais peut-être encore plus l'espace mental : la ville devient la somme des arrêts de trams et de bus, le territoire se voit délimité par les arrêts desservis, tout le reste n'est que du *passage*, la plupart, d'ailleurs, passé, non par hasard, sous le sol. Le réseau des transports en commun, compris avec la militarisation que les transports en commun impliquent, peut être analysé comme une véritable *toile* qui couvre le tissu social, contribue à en déterminer les rapports, qui le contient, qui *l'enferme*. Dans la prison à ciel ouvert que le pouvoir est en train de construire, les transports en commun constituent les fils barbelés et les miradors empêchent toute évasion. Comme dans n'importe quelle prison ou camp, les enfermés sont registrés et fichés. Le gigantesque fichage, réalisé à travers les cartes à puces personnalisés, des mouvements de tous les usagers non-fraudeurs (et encore plus, vu la vidéosurveillance), n'est en effet qu'un des aspects de la prison sociale.

En même temps, les transports en commun ne sont pas une forteresse imprenable. Exactement parce que c'est un réseau qui s'étend partout, ils ne seront jamais à l'abri des gestes perturbateurs. Son omniprésence constitue en même temps sa vulnérabilité. Crever les pneus dans le dépôt des bus, sectionner les câbles le long des rails, détruire les signalisations qui mettent de l'ordre dans la circulation, ériger des obstacles sur les rails…, les possibilités pour des attaques simples et reproductibles sont infinies et surtout impossible à prévenir et à éviter pour les directeurs de la prison sociale. Chaque perturbation, peu importe son ampleur, a des effets immédiats sur la routine quotidienne, qui, clairement, est celle du travail, de l'économie, du pouvoir et du contrôle. Combattre pour garder les transports en commun accessibles à tous devient, dans cette optique, revendiquer une prison ouverte – exactement ce que le pouvoir est en train de construire. Il nous semble d'ailleurs assez non pertinent de prévoir si, dans le monde de nos rêves, dans un monde où l'argent sera détrôné et le pouvoir détruit, existeront encore ces transports en commun vu que sa logique actuelle est entièrement et exclusivement imprégné de l'économie qui nous voulons détruire et du contrôle social que nous voulons éradiquer. Aujourd'hui, il s'agit de concevoir ce que sont réellement les transports en commun : les artères du capitalisme, les barrières qui excluent tout ce qui sorte de la routine du travail et du pouvoir, les fils barbelés de la prison à ciel ouvert en construction. Et comme l'évasion d'une personne ne signifie pas encore la destruction de la prison (et dans une certaine mesure même pas la liberté, liberté qui, comme on le dit souvent, *ne peut s'étendre à l'infini qu'à travers la liberté des autres*), la question revient à attaquer les transports en commun dans le but de les perturber et de les détruire. Paralyser la circulation orchestrée et conditionnée revient à non moins que de se battre pour la liberté de tous.

## *Egypte*



Rue Mohammed Mahmoud, théâtre de la précédente bataille entre les jeunes et la police, des graffitis rageurs ont recouvert les murs :

*« Votez pour Personne : Personne tiendra ses promesses électorales, Personne écoutera vos problèmes, Personne dit la vérité, Tout le monde s'en fiche… »*



# Que crève le vieux monde

Ah ! Ah ! C'est le jour de l'an !
La voix claire de l'enfant et la voix cassé du vieillard entonnent la même ballade : la ballade des vœux et souhaits.
L'ouvrier à son patron, le débiteur à son créancier, le locataire à son propriétaire disent la ritournelle de la bonne et heureuse année. Le pauvre et la pauvresse s'en vont par les rues chanter la complainte de la longue vie.

Ah ! Ah ! C'est le jour de l'an !

Il faut que l'on rie ! Il faut que l'on se réjouisse. Que toutes les figures prennent un air de fête. Que toutes les lèvres laissent échapper les meilleurs souhaits. Que sur toutes les faces se dessine le rictus de la joie.

C'est le jour du mensonge officiel, de l'hypocrisie sociale, de la charité pharisienne. C'est le jour du vernis et du convenu.

Les faces s'illuminent et les maisons s'éclairent ! Et l'estomac est noir et la maison est vide. Tout est apparent, tout est façade, tout est leurre, tout est tromperie ! La main qui vous accueille est un rictus ou une grimace. Le souhait qui vous reçoit est un blasphème ou une moquerie.

Dans la curée âpre des appétits, c'est l'armistice, c'est la trêve. Dans l'âpre curée des batailles, c'est le jour de l'an.

On entend l'écho qui répète la voix du canon et qui redit le sifflet de l'usine. La mitrailleuse fume encore et encore ; la chaudière laisse échapper la vapeur. L'ambulance regorge de blessés et l'hôpital refuse des malades. L'obus a ouvert ce ventre et la machine à couper ce bras. Les crimes des mères, les pleurs des enfants font retentir à nos oreilles l'affreuse mélodie de la douleur, toujours la même.

Le drapeau blanc flotte : c'est l'armistice, c'est la trêve, pour une heure et pour un jour, les mains se tendent, les faces se sourient, les lèvres bégaient des mot d'amitié : ricanements d'hypocrisie et de mensonges.

Bonne vie à toi, propriétaire ? qui me jettera sur le pavé de la ville sans t'occuper du froid ou de l'averse…

Bonne vie à toi patron ? qui me diminua ces jours derniers, parce que faiblissait mon corps après la dure maladie que je contractai à ton service…

Bonne vie, bonne vie à tous ! boulangers, épiciers, débitants qui enserriez ma misère de vos péages honteux et qui teniez commerce de chacun de mes besoins, de chacun de mes désirs.

Et bonne vie et bonne santé à tous, mâles et femelles, lâchés à travers la civilisation : bonne année à toi, l'ouvrier honnête ? à toi, maquereau régulier ? à toi, catalogué du mariage ? à toi, inscrit aux livres de police ? à vous tous dont chacun des gestes, chacun des pas est un geste et un pas contre ma liberté, contre mon individualité ?

Ah ! Ah ! bonne vie et bonne santé ?

Vous voulez des vœux, en voilà : que crève le propriétaire qui détient la place où j'étend mes membres et qui me vend l'air que je respire ! Que crève le patron qui, de longues heures, fait passer la charrue de ses exigences sur le champ de mon corps.

Que crèvent ces loups âpres à la curée qui prélèvent la dîme sur mon coucher, mon repos, mes besoins, trompant mon esprit et empoisonnant mon corps !

Que crèvent les catalogués de tous sexes avec qui les désirs humains ne se satisfont que contre promesses, fidélités, argent ou platitudes!

Que crève l'officier qui commande le meurtre et le soldat qui lui obéit ; que crève le député qui fait la loi et l'électeur qui fait le député !

Que crève le riche qui s'accapare une si large part du butin social ! mais que crève surtout l'imbécile qui prépare sa pâtée.

Ah ! Ah ! C'est le jour de l'an !

Regardez autour de vous. Vous sentez plus vivant que jamais le mensonge social. Le plus simple d'entre vous devine partout l'hypocrisie gluante des rapports sociaux. Le faux apparaît à tout pas. Ce jour-là, c'est la répétition d tous les autres jours de l'an. La vie actuelle n'est faite que de mensonge et de leurre. Les hommes sont en perpétuelle bataille. Les pauvres se baladent du sourire de la concierge au rictus du bistrot et les riches de l'obséquiosité du laquais aux flatteries de la courtisane. Face glabres et masques de joie.

La caresse de la putain a comme équivalent le sourire de la femme mariée. Et la défense du maquereau est pareille à la protection de l'époux. Truquages et intérêts.

Pour que nous puissions chanter la vie, un jour, en toute vérité, il faut, disons-le bien hautement, laisser le convenu et faire un âpre souhait : que crève le vieux monde avec son hypocrisie, sa morale, ses préjugés qui empoisonnent l'air et empêchent de respirer. Que les hommes décident tout à coup de dire ce qu'ils pensent.

Faisons un jour de l'an où l'on ne se fera pas de vœux et de souhaits mensongers, mais où, au contraire, on videra sa pensée à la face de tous.

Ce jour-là, les hommes comprendront qu'il n'est véritablement pas possible de vivre dans une pareille atmosphère de lute et d'antagonismes.

Ils chercheront à vivre d'autre façon. Ils voudront connaître les idées, les choses et les hommes qui les empêchent de venir à plus de bonheur.

La propriété, la patrie, les dieux, l »honneur courront risque d'être jetés à l'égout avec ceux qui vivent de ces puanteurs. Et sera universel ce souhait qui semble si méchant et qui est pourtant rempli de douceur : que crève le vieux monde !

**Albert Libertad dans *L'anarchie*, 27 décembre 1906.**

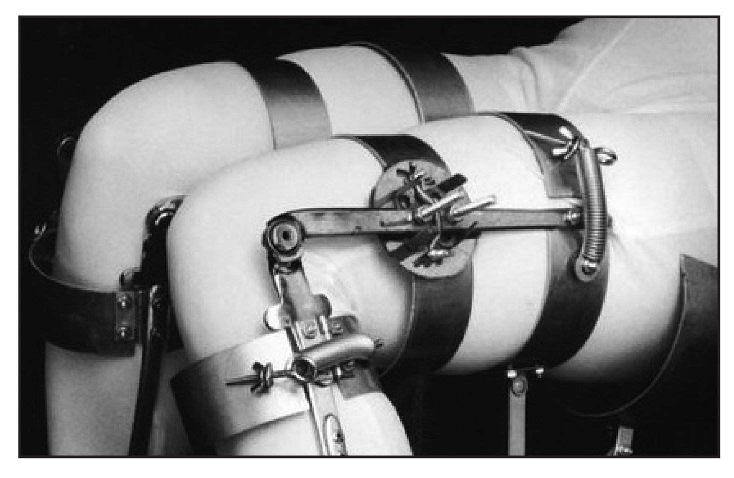
# Le Congo est juste au coin de la rue

## *Le combat pour le pouvoir et l'argent gaspille des vies, partout*

Emeutes. Incendies. Vitrines brisées. Barricades de poubelles et de déchets. Cocktails Molotov contre des véhicules de police. Blocages de la petite ceinture. Un porte-parole de la police, un bourgmestre remplaçant, quelques journalistes encaissent des coups ou sont chassés. Depuis quelques semaines, il y a du grabuge à Matonge, Bruxelles. Le quartier reçoit sa dose de répression : des policiers anti-émeute encerclent le quartier, canon à eau, gaz lacrymogène, hélicoptère, tabassages de personnes pourtant déjà maintenues à terre. Des centaines d'arrestations, trois semaines d'interdiction de rassemblement.

Le motif premier de ces manifestations spontanées sont les élections au Congo. Ce pays infiniment vaste au cœur de l'Afrique, où c'est misère et compagnie depuis des décennies. Des entreprises occidentales reluquent les matières premières dans l'est du Congo (sans quoi, tous ces précieux portables ne seraient que des jouets en plastique). Les pays voisins, les seigneurs de guerre, les « chefs rebelles », comme l'élite politique locale et nationale reniflent la puanteur de l'argent. Ils ont recruté des soldats pour assassiner et violer. Un business d'organisations de secours qui grossissent mensuellement les comptes d'une poignée de bienfaiteurs professionnels. Un écheveau de luttes de pouvoir dans lequel les médias préfèrent ne pas salir leurs mains. Le président a malignement résolu le dernier grand conflit régional en partageant partiellement son pouvoir avec la plupart des chefs locaux. Des dirigeants rebelles sont maintenant généraux. Evidemment, tous les *leaders* ne sont pas satisfaits, mais la lutte pour le pouvoir n'est plus une guerre ouverte. Même si la vie quotidienne ressemble à une situation de guerre. Des villes comme Goma sont devenues, grâce à leurs statuts de bases de départ des casques bleus de l'ONU, des refuges où la survie est un combat quotidien. Dans les environs de ces villes, des vastes camps de réfugiés et des villages éloignés où des hommes armés sont une menace permanente. Certaines régions passent pour tranquilles, des régions où les gens ont maintenant le droit de se faire exploiter dans les mines de l'élite politique. Au péril de leur vie et avec la pollution de régions entières (des métaux dans les fleuves, l'irradiation nucléaire, là où l'uranium est extrait) en échange d'un minable salaire.

Une partie de la population avait placé ses espoirs dans les élections démocratiques afin de se défaire de Kabila, d'obtenir des changements et sortir de cette situation misérable. Avec la machine de propagande et la mainmise de Kabila sur les institutions étatiques, il est déjà surprenant que le candidat de l'opposition, Tshisekedi, ait une réelle chance de gagner (en sachant que même sans fraude, Kabila ramasse encore beaucoup de votes, mais assez ?). Une opposition qui, lors de la prise du pouvoir de Kabila, a simplement été mise de côté et semblait ensuite très faible. Une grande majorité de cette opposition semble s'assoupir dans les sièges du parlement de Kinshasa. Celui qui est contre Kabila, semble aujourd'hui être pour Tshisekedi. Mais le pouvoir corrompt et au Congo peut-être encore plus vite qu'ailleurs. La survie politique à Kinshasa dépend en grande partie du contrôle d'une armée qui est un ramassis de différents *leaders* (qui aspirent tous à un morceau toujours plus grand du gâteau), de relations avec les entreprises occidentales (qui préfèrent ne pas voir un Etat stable, capable d'imposer des règles et des taxes), d'un équilibre subtil de pouvoirs afin d'empêcher les pays voisins de commencer une nouvelle guerre. Comment Tshisekedi pourrait-il changer cela ? Comment placer nos espoirs dans une démocratie « qui fonctionne » et dans des nouveaux leaders politiques au Congo, tandis que les leaders de la démocratie belge (« le bon exemple ») défendent depuis des décennies uniquement leurs intérêts au Congo, contribuant à la situation misérable d'aujourd'hui.



La réaction du nouveau Ministre des Affaires Etrangères, Didier Reynders, en disait long. Celui qui a des problèmes avec Kabila, peut s'adresser à la Cour Suprême du Congo (au service de Kabila). Pour les leaders politiques occidentaux, tout va bien si les règles de la démocratie sont (plus ou moins) suivies. Au-delà de ça, les politiciens francophones de ce petit pays ont trop de connexions et trop d'intérêts économiques au Congo pour en avoir quelque chose à foutre de la situation misérable des gens sur place. Le MR et le PS préfèrent ne pas trop tirer dans les jambes de Kabila, c'est mauvais pour les affaires. C'est la raison pour laquelle certains manifestants à Bruxelles s'adressent aux partis flamands. Peut-être ont-ils moins d'intérêts économiques au Congo et oseront donc prendre des airs. Mais au-delà des déclarations politiquement correctes de quelques sermonneurs, c'est le désintérêt qui règne. Attendons-nous réellement que les politiciens se soucient de notre sort ?

Qui n'est pas enragé ? Le changement est-il possible tant que le capitalisme aura besoin des matières premières rares du Congo pour ses trouvailles de haute technologie ? Tant que durera le trauma des enlèvements, des viols, des massacres ? Tant que des hommes se laisseront enrégimenter pour servir les intérêts de leur *leader* ou autre *mokonzi* ? Tant que nous placerons nos espoirs dans des dirigeants politiques qui ne pourront que décevoir ?

---



Dans chaque numéro de Hors Service, nous reprenons une poignée d'une multitude d'actes de rébellion et de révolte. En général, l'Etat, ses médias et ses journalistes préfèrent ne pas trop ébruiter ces événements ou, plus encore, les déformer, les fausser et les mutiler pour que personne ne puisse s'y reconnaître. L'Etat ne veut inspirer personne dans de *mauvaises intentions* – mais nous si, et voilà la raison de ces colonnes.

**La police est une cible** • En quelques semaines, au moins trois fois la police a été ciblé par des incendiaires: une fois à Farciennes où deux combis et une remorque ont brûlés, une deuxième fois à Quaregnon où la porte d'entrée du commissariat a été incendiée et une troisième fois à Ixelles où plusieurs véhicules de police, stationnés devant le commissariat, ont été brûlés à l'aide de cocktails molotov. Ces attaques sont survenues dans le contexte d'une mutinerie à la prison d'Andenne, de troubles aux prisons de Saint-Gilles et de Forest, de tabassages *en masse* de ceux qui ont protesté ces derniers temps dans le quartier de Matonge contre le régime de Kabila au Congo, et le soutien de l'Etat belge à celui-ci,...

# Pour des émeutes contre tout pouvoir

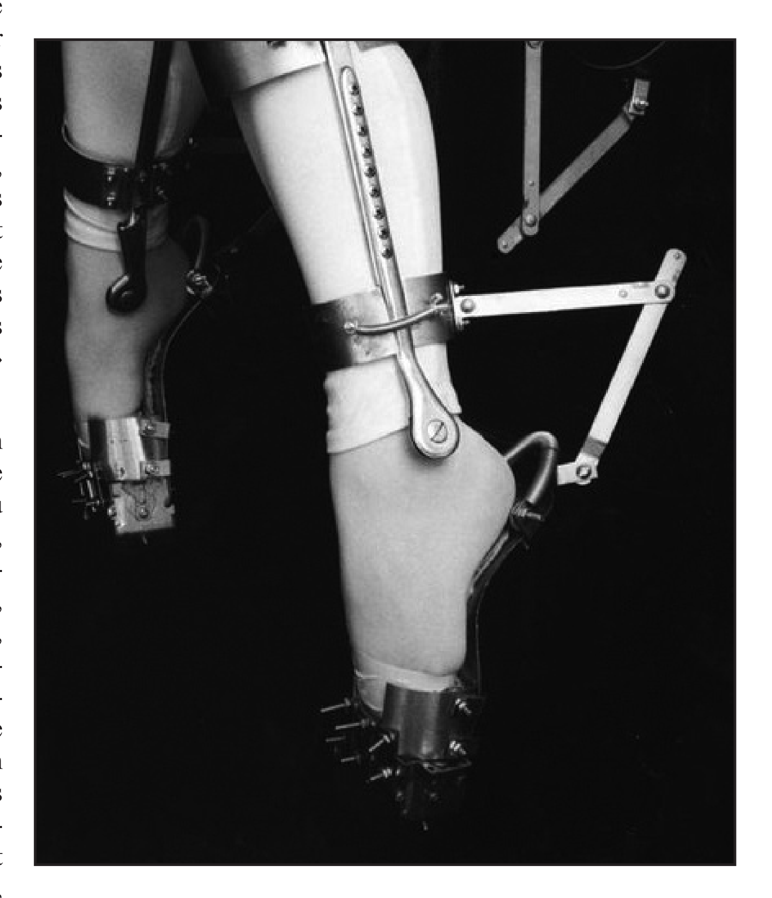
Soyons clairs et nets: la situation sociale et économique au Congo vaut bien - et on dirait au moins - quelques émeutes à Matonge. L'exploitation terrifiante de la population aussi bien par des entreprises occidentales que par des patrons locaux, les massacres continuels perpétrés aussi bien par le régime de Kabila que par les soi-disant opposants et seigneurs de guerre ou de clans, la corruption et la terreur politique qui infeste tous les domaines de la vie sociale... Autant de raisons pour exprimer sa rage et se battre pour des changements fondamentaux.

Nombre de personnes diront que tout ira pour le mieux au Congo si une «véritable démocratie qui fonctionne» s'y installait. Selon les intempéries du moment, les partisans de celle-ci («l'opposition») changent de nom. Aujourd'hui il semble que ce nom soit celui de Tshisekedi, à qui le régime de Kabila n'est pas prêt à céder le pouvoir. Demain, une fois Tshisekedi au pouvoir, ce nom serait autre, voir redeviendrait celui de Kabila (junior junior, peut-être) et ainsi de suite. C'est le cirque politique, démocratique ou pas.

Entendons-nous bien: il est nécessaire de se battre contre le régime de Kabila, mais ce n'est pas pareil de se battre contre un régime pour le remplacer par un autre que de lutter pour la liberté tout court, et donc contre tout régime. Le pouvoir peut changer de couleur, peut effectivement devenir plus acceptable et moins corrompu (en général au prix de devenir plus insidieux et moins facile à combattre), mais il restera toujours le fond de tous les problèmes. Tant qu'il y aura pouvoir, il y aura exploitation, massacre, corruption, terreur. Se battre contre tout pouvoir ne signifie pas vouloir une guerre civile et permanente; nous pensons simplement que la liberté de chacun et de chacune, des rapports de solidarité et d'auto-organisations, donc libérés de toute autorité, sont les meilleures armes contre les horreurs de ce monde, beaucoup plus forts et durables que n'importe quel régime qui prétend «protéger» le peuple pour mieux régner sur lui.

Certains diront peut-être qu'il faudrait avancer pas par pas, qu'on ne change pas ce monde de pouvoir et d'argent en une nuit. Que Tshisekedi ne sera peut-être pas parfait, mais au moins un peu mieux que Kabila. Que tant qu'il y a de la dictature dans un pays, il faudrait se battre pour le transformer en démocratie, même en sachant que la démocratie est simplement une autre forme de pouvoir, et donc d'exploitation, de fossé entre riche et pauvre, d'oppression, de centres fermés, de prisons. Mais un tel raisonnement «du moindre mal» omet la possibilité de parler radicalement, fondamentalement du «bien». Et il faut le dire, aujourd'hui encore plus que hier, aussi bien au cœur de Bruxelles qu'à Kinshasa: pour vivre en liberté, pour mener une vie meilleure, une vie riche d'expériences et de goûts, riche de rapports réciproques, tout pouvoir doit disparaître, tous les politiciens et patrons doivent s'en aller. On pourrait même insister encore plus: dans un climat comme celui du Congo, il faudrait d'avantage insister sur la nécessité d'un soulèvement, d'une insurrection qui affronte toute forme d'oppression, qu'elle vienne de l'Etat, d'entreprises ou de clans guerriers.

Nous sommes sûrs que parmi les émeutiers de Matonge, il y en a qui ne se font aucune illusion sur le pouvoir et sa capacité de devenir de temps en temps plus doux. Nous sommes sûrs que la rage qui cible commerces, banques, police et institutions est capable de beaucoup plus que jouer aux partisans de Tshisekedi. Nous sommes sûrs que dans les temps à venir, à Bruxelles, nombreuses seront les occasions, multiples les prétextes pour mettre le feu à la poudrière: car la liberté s'est déjà montrée lors des soulèvements en Tunisie, en Egypte, en Libye, elle se lève en ce moment même en Syrie et au Kazakhstan (où des milliers des grévistes se sont insurgés contre l'Etat), elle doit se lever aussi à Bruxelles et ailleurs. Son drapeau n'est pas celui des Tshisekedis du monde entier, ni celui des nationalistes flamands ou autres, ni celui de politiciens ou d'aspirants-politiciens. Son drapeau, c'est simplement le refus de la politique, de la domination, du pouvoir, c'est la revendication non-négociable d'une vie libre et pleine.



---

**Capitalisme vert ?** • Un incendie a ravagé une bonne partie d'un hangar appartenant à la société Solar-Tech, spécialisée dans la fabrication d'applications solaires et l'installation d'éoliennes. Face à l'horreur de l'industrialisme, du nucléaire et des industries énérgetiques, nombreuses personnes revendiquent en effet des solutions "vertes" à l'intérieur du capitalisme et de l'Etat: énergies renouvelables, une agriculture biologique, etc. Aujourd'hui, l'écologie est devenu une marché comme n'importe quelle autre, voir pire, car elle donne une couleur verte au capitalisme, tout en gardant en place les mêmes rapports sociaux, rapports d'exploitation et d'oppression. Attaquer l'économie écologique, signifie dès lors refuser toute logique du "moindre mal", du "petit-à-petit", du reformisme et remet en question l'ensemble de l'économie et de l'Etat.

**Les bus parlent** • Des inconnus ont peint des slogans contre les frontières, les centres fermés et les déportations, sur huit bus, garés sur le parking de De Lijn à Louvain. Ainsi, ils ont non seulement esquinté le train-train quotidien des transports en commun avec quelques idées, mais également rappelé l'ouverture imminente du nouveau centre fermé à Steenokkerzeel.



# Un monde sans argent, frontières et papiers

Nous vivons une époque où les gens sont poussés par-dessus bord à un rythme accéléré. Expulsés de leur logement, ils se retrouvent dans la rue. Tandis que nous le voyons tous de nos propres yeux que le nombre de sans-abris augmente rapidement, le CPAS bruxellois n'a trouvé rien de mieux que de fermer cet hiver les portes de son accueil d'urgence pour tous les sans-papiers.

Nous vivons une époque où la sainteté de l'argent, de la propriété et de descendance détermine d'une façon toujours plus brutale qui a encore accès à la société, et qui devra crever à leurs frontières. Mais ce n'est pas l'époque à déterminer nos idées. La société d'aujourd'hui a ses racines dans celle du passé. L'argent, la propriété et la descendance garantissent depuis le début de leur existence l'exclusion, l'exploitation et l'oppression.

Et donc nous continuerons, aussi dans cette époque où les conditions de vie et de contrôle durcissent, toujours à lutter pour rien de moins qu'un monde sans papiers, sans argent, sans frontières. Un monde de liberté est un monde sans oppression et donc aussi sans les moyens qui facilitent l'oppression.

# Feu aux papiers, vive la liberté!

Fin novembre, des cocktails molotov sont jetés sur deux combis de police garés devant le Service Population de la commune de Farciennes. Le feu se propage vers le bâtiment : cinq espaces ravagés par les flammes, cartes d'identités, permis de séjour etc. inclus.

Nos pensées tournent alors vers Schaerbeek, l'année 1911. Le 17 avril, la maison communale flambait. L'incendie était bel et bien d'origine volontaire : plusieurs engins incendiaires fabriqués de vessies de porc remplies de térébenthine, attachées en haut d'une bougie. Au pied de la bougie se trouvaient des écailles de bois qui flambaient quand la bougie fondait. Ainsi les flammes remontaient en haut et incendient la vessie de térébenthine. L'auteur de cet incendie restera pour toujours caché, quelque part dans l'histoire. Mais ce qui est sûr, c'est que le registre de population de Schaerbeek a été entièrement détruit.

Si on s'aventure d'avantage dans l'association, on arrive chez quelques pays en soulèvement comme par exemple la Tunisie. Lors du soulèvement contre le régime de Ben Ali, mais également ensuite contre le nouveau régime, les maisons communales, les archives de la Justice, les registres d'huissiers et les registres de propriété ont été plusieurs fois incendiés. Afin de marquer la distance entre ce qui a été et ce qui veut venir, les archives de l'Etat et des institutions se révèlent toujours être du bon combustible.

Registrer des gens, par des cartes d'identité, des listes, des dossiers, n'est rien d'autre qu'un moyen pour contrôler la population et faciliter l'oppression. Les gens sont fichés pour ensuite pouvoir plus facilement les exclure, traquer, persécuter, enfermer, déporter. Il est donc tout à fait logique que tout ce qui a à voir avec le recensement des gens (qu'il s'agisse d'archives de police, d'actes de naissances, de documents de nationalité) a toujours été un des cibles révolutionnaires et insurrectionnelles.

## agenda

- Permanences **Acrata** - bibliothèque anarchiste
  Chaque mardi de 16h à 20h
  Chaque jeudi de 17h à 21h
  Chaque samedi de 14h à 18h

32,Rue de la Grande Île, 1000 Bruxelles


*

voor de nederlandstalige versie:
krantbuitendienst.blogspot.com

## colofon

**Hors Service** est un journal anarchiste paraissant environ toutes les trois semaines. Le journal est distribué gratuitement en néerlandais et en français.

**Contact**

hors.service@hotmail.com
http://journalhorsservice.blogspot.com

**Abonnement de soutien**

Vous pouvez prendre un abonnement de soutien en versant mensuellement une contribution de 5 euro (ou plus...) sur notre compte 063-4974489-73 (IBAN BE 27 0634 9744 8973). Mentionnez clairement votre adresse et nous vous enverrons chaque nouveau numéro.

**Distribution**

Si vous voulez distribuer Hors Service (dans la rue, dans des bars, dans des asbl...), contactez nous. Vous pouvez venir chercher un paquet dans un point de distribution (la liste se trouve sur notre site) ou nous pouvons vous envoyer directement un colis.